

“L’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires de Dassault Mérignac et Martignas*

La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d’enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l’éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l’ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L’extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu’elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l’idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l’écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c’est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l’organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu’elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L’intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l’intérêt

général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licencieurs et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l’écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d’euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d’Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d’emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d’un mouvement d’ensemble pour riposter à l’offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d’un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l’autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l’heure : surmonter la dispersion des luttes.

Editorial du NPA-Révolutionnaires du 9 décembre 2024

Curieux esprit de Noël

Comme chaque année, un repas amélioré est organisé à la cantine et comme chaque année, il est offert par Dassault à tous ses employés. Un geste que la boîte n'a toujours pas la générosité de faire pour tous les sous-traitants et intérimaires qui devront payer, eux, quelques 17€. Pourtant, aux dernières nouvelles, on participe tous à la production et aux profits de Dassault et on voit mal pourquoi certains seraient privés de ce bien maigre cadeau de Noël, sinon pour toujours plus nous diviser.

Attaque sur la Pentecôte

Si d'habitude, la journée de solidarité est payée en bouffant un de nos RTT collectifs, Dassault nous annonce d'ores et déjà que maintenant, elle sera travaillée. Adieu donc le lundi de Pentecôte qui nous permettait de profiter de nos proches. La direction veut disposer de notre temps comme elle l'entend, mais c'est nous qui travaillons, c'est à nous de décider !

Solidarité entre travailleurs, escroquerie de riches

Cette journée de solidarité sert à financer la sécurité sociale. Que ce soit en nous faisant venir sur un jour férié ou par l'imposition d'un RTT - ratrapage du temps de travail effectué en plus - c'est chaque fois en nous faisant travailler pour pas un rond. La solidarité, c'est marrant, c'est toujours dans nos poches qu'on la finance et jamais dans les coffres forts remplis des capitalistes qui font leurs profits sur notre dos.

Allemagne : grève contre les suppressions d'emplois

L'annonce, début septembre, par la direction de Volkswagen de la possible fermeture de trois usines et jusqu'à 30 000 licenciements en Allemagne ne passe pas. Alors qu'un accord sur une « modération salariale » contre une promesse de maintien des emplois avait cours depuis 1994, on leur annonce finalement une baisse de 10 % des salaires et des suppressions de postes ! Pourtant les bénéfices de Volkswagen sont bien réels : 17,9 milliards en 2023, en augmentation de 13 %. Dans plusieurs villes comme Hanovre, Zwickau ou Wolfsburg, près de 60 000 salariés du groupe ont débrayé lundi 2 décembre et ils étaient autour de 100 000 ce lundi pour manifester leur opposition à cette offensive. À Hanovre, une banderole affichait « Vous voulez la guerre, nous sommes prêts » : les patrons de l'automobile mènent la guerre aux salariés pour préserver leurs profits, aux salariés de leur rendre coup pour coup.

Axiants : Vinci licencie à bas prix !

« Ici, Vinci licencie à bas prix ! » : c'est le slogan qui était inscrit sur la banderole tenue par plus d'une cinquantaine des salariés d'Axiants (filiale télécoms de

Vinci Energies) qui étaient présents à la manifestation du 5 décembre dernier à Rennes. Ces derniers ont appris en septembre la fermeture de trois sites en Bretagne ainsi que 161 licenciements. La direction se sert d'un prétexte : le non-renouvellement d'un contrat de sous-traitance avec Orange pour faire des économies sur le dos des salariés, en rechignant même à les reclasser au sein de l'entreprise. Pourtant en 2023, Vinci Energies c'est 1,4 milliard d'euros de profits ! Depuis plusieurs semaines, les travailleurs d'Axiants organisent des actions : le 4 novembre puis le 4 décembre des rassemblements de 70 puis 80 personnes ont eu lieu sur le site de Pacé, près de Rennes. C'est comme ça qu'ils se feront entendre.

La chute de Bachar el-Assad chagrine l'extrême droite

Alors que Marine Le Pen gardait un silence prudent sur le renversement du régime syrien, Jordan Bardella, le président du Rassemblement national, présentait el-Assad comme un « rempart » contre le déferlement de centaines de milliers de Syriens vers l'Europe. Il a déclaré sur France 3 : « Dans quelques mois, il est possible que nous payions les conséquences de cette prise de pouvoir des fondamentalistes islamistes par des flux migratoires importants », avant d'appeler l'Union européenne à « anticiper le risque d'un déferlement migratoire, où pourraient se glisser des terroristes islamistes ». Même son de cloche chez son allié Éric Ciotti qui a prédit « un chaos aux conséquences incalculables, notamment migratoires, pour l'Europe ». Et ce sans même évoquer les crimes épouvantables que les Assad, père et fils, ont commis contre leur propre peuple – et conduits à l'exil de six millions de personnes – et qui ont toujours été minimisés, voire niés, par l'extrême droite. La joie qu'ont manifestée nombre de Syriens, de l'intérieur comme de l'extérieur, à l'annonce de la chute du dictateur sanglant est tout à fait compréhensible. Mais il est plus que probable que les milices islamistes qui l'ont renversé mettront sur place un régime qui ne sera guère plus démocratique que le précédent. Pour cela il faudrait que le peuple syrien non seulement manifeste dans la rue mais mette sur pied les embryons d'un pouvoir véritablement populaire.

La diplomatie de la xénophobie

À peine le régime de Bachar el-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En moins de 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont déjà décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France a annoncé y réfléchir, tandis que les autorités autrichiennes envisagent de les expulser. Après dix ans d'opérations prétendument « anti-terroristes » contre Daesh, voilà qu'ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe des islamistes de HTS qui ont pris le pouvoir en Syrie. Pour ces « démocraties » occidentales, les djihadistes sont tout à fait fréquentables quand ils permettent de contrôler les flux migratoires.